

AXE ÉVALUATION DES POLITIQUES SOCIO-FISCALES

L'axe s'intéresse aux dispositifs sociaux (prestations sociales) et fiscaux (prélèvements obligatoires), avec une attention spécifique portée aux dépenses fiscales ou « socio-fiscales » (c'est-à-dire les dispositifs de dérogations aux prélèvements obligatoires dans le domaine des politiques sociales ou d'emploi). Les travaux précédents ont mis en évidence la nécessité d'analyser conjointement les dépenses directes (transferts, subvention), et les dépenses socio-fiscales pour mieux évaluer les effets des politiques publiques. Les travaux de l'axe visent ainsi à multiplier les points de vue pour fournir à terme une évaluation complète, interdisciplinaire et comparative de ces dispositifs. Si ces questions sont abordées en premier lieu à partir du cas de la France, les projets de l'axe visent à élargir la focale en procédant à des travaux comparatifs au niveau européen. Il s'agit notamment d'analyser les raisons et les conséquences du recours à l'outil fiscal et plus généralement aux politiques « incitatives » en termes de redistribution, de soutien politique, et de gouvernance, et d'intégrer cette dimension à la compréhension des transformations de l'Etat social.

Co-directeurs :

Clément CARBONNIER



Professeur d'économie à l'Université Paris 8, chercheur au Laboratoire d'économie Dyonisien (LED) et chercheur affilié à la Chaire en fiscalité et finances publiques, Université de Sherbrooke (Canada). Clément Carbonnier étudie l'impact de la fiscalité sur les comportements des agents économiques.

Nathalie MOREL



Assistant Professor en Science Politique à Sciences Po (LIEPP/CEE), spécialiste des politiques sociales en Europe. Ses travaux portent sur les politiques d'investissement social, les politiques de soutien aux emplois domestiques et le care.

Michaël ZEMMOUR



Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Ses recherches portent sur l'économie politique du financement de l'Etat social.

Membres associés :

- Sonja AVLIJAS
- Simon BITTMANN
- Julien BLASCO
- Pierre BLAVIER
- Montserrat BOTÉY
- Aurélien BOYER
- Guillaume CHAPELLE
- Tom CHEVALIER
- Emanuele FERRAGINA
- Federico Danilo FILETTI
- Maxime GUEUDER
- Elvire GUILLAUD
- Jeanne LAZARUS
- Bruno PALIER
- Thomas RAPP
- Muriel ROGER
- Camille URVOY
- Etienne WASMER

Trois grands chantiers d'intervention

Les travaux de l'axe ouvrent des perspectives sur la contribution des politiques socio-fiscales aux dynamiques longues d'évolution de l'Etat providence ainsi qu'à la stratégie économique française. Ils s'articulent autour de trois grands chantiers:

1. Liens entre fiscalité et redistribution
2. Etude d'impact sur les dispositifs socio-fiscaux dans différents secteurs en France
3. Le recours aux dispositifs socio-fiscaux comme instrument de réforme de la protection sociale: des nouvelles dimensions d'étude telles que le genre et l'âge devraient venir nourrir les réflexions au sein de l'axe.

Principaux projets de l'axe

L'exploitation locative sur le marché français du logement

Ce projet vise à construire une mesure de l'exploitation locative sur le marché français du logement, à partir d'un indice principal comparant le montant des loyers versés (par les locataires) et la valeur marchande du bien (pour les propriétaires). L'étude sera menée tant dans le parc privé que social, en mettant en avant la question des risques locatifs, à différents niveaux (arriérés, contentieux, expulsions) au cœur de l'analyse, avec ainsi pour objectif de construire des instruments de détections des catégories et des territoires les plus vulnérables. Nous nous appuyons sur les données en grand volume Demandes de valeur foncières (DVF), rendues publiques par l'administration fiscale dans le cadre de l'open-data, qui seront appariées, à un niveau granulaire fin (IRIS), avec un large corpus de données relatives aux loyers, aux individus (propriétaires et locataires), notamment à partir des déclarations fiscales.

Évaluation du dispositif expérimental « Diagnostic RSA jeunes de 25 à 30 ans »

Ce projet mène l'analyse de la mise en œuvre du dispositif expérimental «Diagnostic RSA jeunes de 25 à 30 ans », à savoir d'une expérimentation à destination du public âgé de 25 à 30 ans bénéficiaire du RSA mise en place par le Département 93, ainsi que ses effets sur ses bénéficiaires. Le projet mobilise des méthodes mixtes. Les analyses statistiques permettront d'évaluer l'impact de cette expérimentation sur le retour à l'emploi des bénéficiaires tandis que les analyses qualitatives auront pour fonction d'analyser les processus à l'œuvre derrière ces effets, en prenant notamment en compte le point de vue des bénéficiaires.

Dynamiques des bénéficiaires du RSA à Paris

Afin de mieux anticiper les dynamiques des bénéficiaires du RSA à Paris, le projet vise à mieux comprendre les flux d'entrée et de sortie dans le dispositif du RSA parisien. Il s'agit de dresser une typologie des profils de bénéficiaires, décrire l'évolution du recours au RSA pour chacun de ces profils dans le contexte de la crise et chercher des éléments objectivables qui pour chacun des profils sont corrélés à une augmentation des entrées ou des sorties dans les dispositifs. L'étude pourra ainsi produire une présentation hiérarchisée de différents indicateurs sur lesquels la collectivité peut s'appuyer pour anticiper l'évolution du recours au RSA par ces différents publics à moyen terme.

Welfare State Change as a Polanyian Double Movement. How social policy change affects women across different social classes. (POLWOM)

Ce projet contribue à la littérature étudiant et interprétant le lien entre changement de l'État-providence, genre et classe sociale. Sur le plan théorique, en utilisant un cadre basé sur la perspective du double mouvement Polanyian, il analyse comment ce changement concerne les femmes de classes sociales différentes. Au plan empirique, il propose une méthode mixte avec une analyse comparative quantitative de l'évolution de l'État-providence (protection sur le marché du travail, politique familiale, maintien du revenu) dans 21 pays riches et une analyse historique qualitative et comparative de 3 cas.

Family Policies, Female Participation and inequalities

Ce projet évalue l'impact des politiques de garde d'enfants sur les inégalités d'accès à ces services et leurs conséquences en termes d'inégalités socioéconomiques d'accès au marché du travail ainsi que sur les inégalités de niveau de vie des mères. Il mobilise pour ce faire des méthodes mixtes: - étude longitudinale de l'évolution des inégalités sociales et de revenus à travers l'exploitation des enquêtes Revenus fiscaux depuis 1970 ; -étude mêlant les approches quantitatives et qualitatives se focalisant sur les barrières à l'accès aux modes de gardes collectifs en Seine-Saint-Denis, à partir de l'analyse de 55 crèches départementales. -estimation empirique du lien entre les modes de garde, les différences socio-économiques d'accès et les différences socio-économiques de participation féminine au marché du travail.

Trajectoires de pauvreté : profils, déterminants et conséquences. Perspectives française et européennes (TPFE)

Ce projet de recherche vise à actualiser et enrichir la connaissance des dynamiques de pauvreté, exploitant l'enquête de Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie (SRCV, INSEE), son volet européen (EU-SILC), et l'échantillon démographique permanent (EDP). Plus précisément, il s'agit de mieux comprendre les phénomènes de pauvreté passagère, récurrente et persistante dans une perspective comparative au sein de l'Union européenne. Cette recherche doit permettre d'appréhender les formes de trajectoires de pauvreté – monétaire et en conditions de vie – en distinguant celles durables et intenses (cumul des difficultés) à celles de plus courte durée. Sont aussi abordés les ordres de grandeur, les déterminants et les conséquences de ces différentes trajectoires de pauvreté. Ceci devrait permettre de produire un état des lieux empiriquement étayé des trajectoires de pauvreté à l'époque contemporaine, et déboucher sur différentes orientations de politiques publiques en la matière.

DEFISC – Les politiques publiques par les incitations fiscales

Ce projet d'ouvrage a pour objectif, à partir d'un recensement original des dispositifs existants, d'évaluer de façon interdisciplinaire les différents usages et effets de l'outil fiscal dans différents domaines : emploi, santé, environnement, logement, dépendance, famille, recherche, services à la personne, philanthropie..., mettant ainsi en lumière les propriétés spécifiques de cet instrument au regard d'autres instruments de politique publique (dépenses directes, réglementation).

Évènements associés à l'axe

- **30-31 mars 2023** : Colloque Espanet France - Genre et politiques sociales. Comprendre, catégoriser et traiter les (in)égalités de genre
- **05 janvier 2023** : Table ronde – “ Les allocataires du RSA en Ile de France, quelles leçons tirer des évaluations récentes ? ”

Principales publications

- Aïmane ABDELSALAM, Anne-Laure DELATTE, Répartition des recettes et dépenses publiques entre ménages et entreprises depuis 1949 : Nouvelles données , *Sciences Po LIEPP Working Paper* n°142, mars 2023
- Julien BLASCO, Clément CARBONNIER, Muriel PUCCI PORTE, Xavier GODINOT, Henri MARTIN, Définitions et mesures de la pauvreté, *Débats du LIEPP* n°6, septembre 2022
- Aurélien BOYER, Muriel ROGER, Michaël ZEMMOUR, Melika BEN SALEM, Dynamique des allocataires du RSA à Paris, *Sciences Po LIEPP Policy Brief* n°61, juillet 2022
- Clément CARBONNIER, Bruno PALIER, Les femmes, les jeunes et les enfants d'abord. Investissement social et économie de la qualité, PUF, 320 p, 2022.
- Emanuele FERRAGINA, Alessandro ARRIGONI, Thees F. SPRECKELSEN, The rising invisible majority. Bringing society back into international political economy, *Review of International Political Economy*, Volume 29, 2022.
- Jeanne LAZARUS, Les politiques de l'argent, PUF, 288 p, 2022.